



QUÉBÉCOIS et INNUS

SUR UN MÊME TERRITOIRE

Synthèse de la
proposition d'entente
de principe avec
les Innus

De VOISINS à partenaires

Québec 



1. La négociation

Parce que l'incertitude juridique entourant les droits ancestraux des nations autochtones nuit au développement de vastes régions du Québec.

Pourquoi négocier ?

Les tribunaux ont en effet établi qu'une nation autochtone a des droits particuliers sur un territoire où elle était présente à l'arrivée des Européens et qu'elle a continué de fréquenter depuis. Le problème, c'est que ces « droits ancestraux » n'ont jamais été définis. Québécois et Innus cohabitent donc sur le même territoire sans jamais avoir clarifié ces droits, ce qui entraîne des poursuites judiciaires et nuit au développement régional ainsi qu'aux bonnes relations entre les deux communautés.

Pour remédier à cette situation, les gouvernements et certaines communautés innues ont choisi la voie de la négociation. Celle-ci vise quatre objectifs essentiels :

- reconnaître la portée des droits ancestraux des Innus;
- convenir des effets et des modalités d'exercice de ces droits;
- permettre aux Innus de prendre en charge leur propre destinée;
- établir un équilibre et un rapport harmonieux entre les droits des Québécois et des Innus.

La négociation s'avère la meilleure façon d'établir, dans le respect mutuel, une nouvelle relation entre Québécois et Innus fondée sur le partenariat et la cohabitation.



Qui négocie ?

Ce sont les premières nations
innues, le gouvernement du
Canada et le gouvernement du
Québec qui sont engagés,
depuis 1980, dans une
négociation territoriale globale.

Il y a actuellement deux tables de négociation :

- celle de **Mamuitun**, qui comprend les communautés de Betsiamites, d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutashkuan;
- et celle de **Mamit Innuat**, qui comprend les communautés de Mingan, de La Romaine et de Pakua Shipi.

C'est à la table de Mamuitun qu'une entente de principe est récemment intervenue entre les négociateurs.

Elle a été négociée sur la base de l'*Approche commune*, un document rendu public en juillet 2000 et qui fixe les grandes balises de la négociation.

À la table de Mamit Innuat, par contre, la négociation n'est pas aussi avancée. Quant aux deux autres communautés innues de Uashat-Maliotenam, près de Sept-Îles, et de Matimekoshe, près de Schefferville, elles n'ont pas encore entrepris de négociation.

Qu'est-ce qu'une proposition d'entente de principe?

C'est une proposition d'entente qui énonce des principes et une orientation générale, sans créer d'obligation légale aux parties en cause.

C'est par cette proposition que les négociateurs soumettent aux conseils innus et aux gouvernements (et, à travers eux, à la population) l'accord auquel ils en sont arrivés. Ainsi soumise à des fins d'analyse, de discussion publique et d'approbation, la proposition d'entente permet de s'assurer que les travaux se poursuivent dans la bonne direction.

Si elle est acceptée par les trois parties (Québec, Canada et Innus), la proposition d'entente de principe servira de base à la négociation d'une entente finale qui comprendra un traité et des ententes complémentaires.

Cette dernière phase de la négociation devrait durer deux ans à partir du moment de l'acceptation de l'entente de principe par les trois parties. Des discussions avec les représentants des milieux régionaux concernés se poursuivront également.

2. La proposition d'entente de principe

La proposition d'entente de principe, soumise par les négociateurs du Québec, du Canada et des Innus de la table Mamuitun, compte 88 pages de texte ainsi que des annexes cartographiques. Elle couvre l'ensemble des questions liées à la cohabitation des Innus et des Québécois sur les territoires touchés, depuis les droits ancestraux jusqu'au réexamen d'une éventuelle entente finale. En voici résumés les éléments essentiels.

Les droits ancestraux et le titre d'aborigène

La proposition d'entente de principe prévoit la reconnaissance des droits ancestraux des Innus, y compris le titre d'aborigène. En contrepartie, les effets et modalités d'exercice de ces droits seront clairement définis afin que Québécois et Innus en aient une juste connaissance.

Le territoire

La proposition d'entente distingue deux types de territoire :

- l'**Innu Assi**, territoire que les Innus possèdent en pleine propriété;
- et le **Nitassinan**, territoire québécois sur lequel les Innus auraient certains droits.



© MARCEL GIGNAC/TQ





QUÉBÉCOIS et INNUS

SUR UN MÊME TERRITOIRE

Illustration de la proposition d'entente de principe



INNU ASSI

- territoire innu avec autonomie de gestion
- ententes de bon voisinage (règles à convenir)



INNU ASSI DE NUTASHKUAN

- territoire innu avec autonomie de gestion, excluant les forces hydrauliques et le sous-sol (partage de 25 % des droits miniers)
- ententes de bon voisinage et de fréquentation par les résidents des localités voisines (règles à convenir)

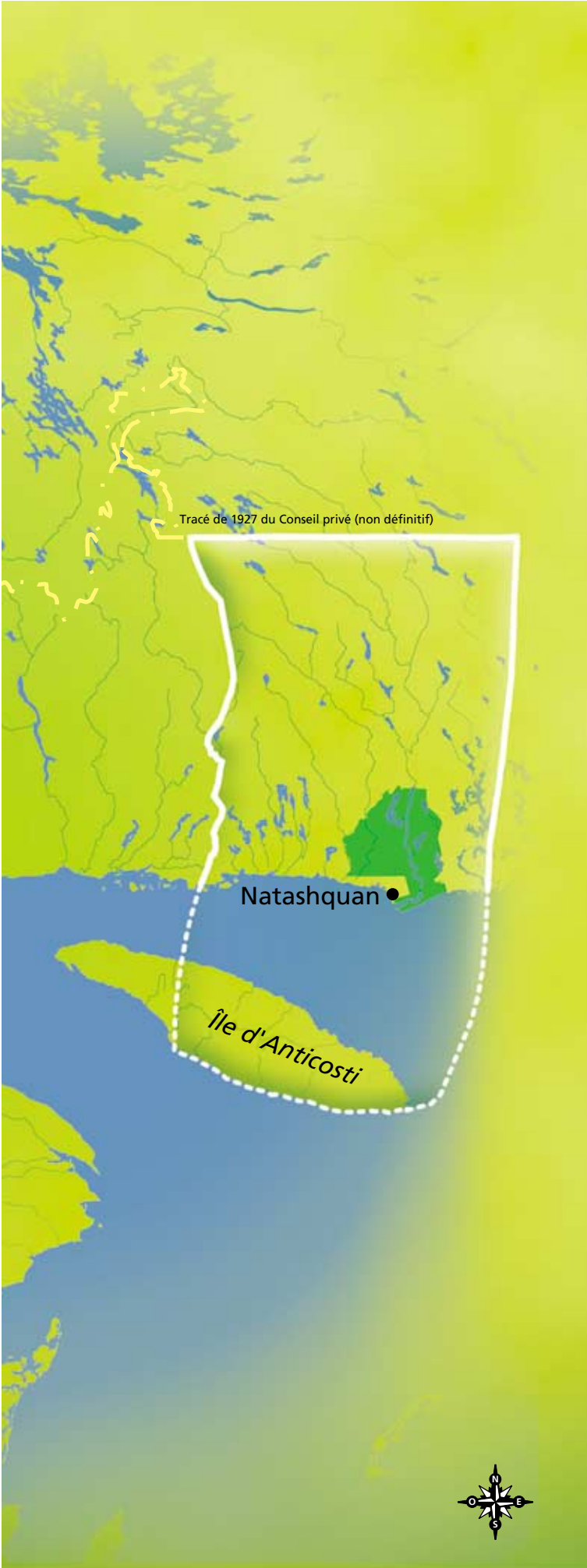
— NITASSINAN (excluant Anticosti)

- territoire sous pleine juridiction québécoise
- règles à convenir avec les Innus quant à l'application des éléments suivants :
 - partage de redevances
 - participation réelle
 - prélèvement faunique et cueillette
 - protection patrimoniale
 - outils de développement socioéconomique (parcs, matière ligneuse...)

--- ANTICOSTI

- territoire sous pleine juridiction québécoise
- règles à convenir pour le partage des redevances avec les Innus ou à d'autres fins pouvant être convenues d'ici l'entente finale

Note : Il y a aussi revendication innue au nord, dans les territoires conventionnés, et au sud, vers Québec, dont il faut disposer d'ici l'entente finale.



L'Innu Assi

En ce qui concerne les communautés de **Betsiamites, d'Essipit et de Mashteuiatsh**, la proposition d'entente prévoit qu'elles posséderaient des terres en pleine propriété totalisant 522 km². Ces terres seraient constituées des réserves indiennes actuelles (qui couvrent actuellement 269 km² et qui ne seraient plus considérées comme des terres fédérales), de terres ajoutées et, enfin, de quelques sites ayant une valeur patrimoniale importante, tels les lieux de sépulture.

Ces territoires sont, pour l'essentiel, les mêmes que ceux qui avaient été reconnus dans l'*Approche commune*, sauf dans le cas d'Essipit où une nouvelle délimitation permet de mieux répondre aux préoccupations du milieu.

Des accords dits de « bon voisinage » seront négociés afin de garantir, dans les territoires innus :

- la libre circulation de tous sur les routes publiques et les voies d'eau;
- l'accès aux infrastructures d'utilité publique;
- l'accès à des fins de sécurité publique;
- la protection des habitats fauniques;
- le maintien de la qualité des eaux;
- la gestion des impacts environnementaux.

Pour la communauté de **Nutashkuan**, située dans un territoire moins urbanisé, une formule différente a été retenue, inspirée d'une entente intervenue avec les Inuits du Labrador. Le territoire *Innu Assi* y serait plus vaste (environ 2 500 km²), mais le Québec y conserverait la propriété des forces hydrauliques et du sous-sol (advenant un développement minier, cependant, le Québec remettrait aux Innus 25 % des droits miniers perçus). Aux accords de bon voisinage s'ajouterait un accord particulier garantissant aux résidents des localités voisines l'accès au territoire à des fins de loisir ou de récolte de bois de chauffage.

Ces délimitations de l'Innu Assi ne sont pas définitives. Elles pourront être modifiées au besoin d'ici l'entente finale.

D'autre part, un certain nombre de propriétés privées, n'appartenant pas à des Innus, se trouvent à l'intérieur du territoire proposé de l'*Innu Assi*. Si la proposition d'entente de principe reçoit l'aval des conseils innus et des gouvernements, diverses possibilités seront offertes aux propriétaires afin qu'une solution intervienne avant la conclusion de l'entente finale.



Le Nitassinan

Le **Nitassinan** correspond, en gros, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, aux municipalités régionales de comté (MRC) de la Haute-Côte-Nord et de Manicouagan et à la partie est de la MRC de Minganie.

Il n'est aucunement question de modifier le statut de ce vaste territoire. Celui-ci demeurera de compétence québécoise et les lois actuelles du Québec et du Canada continueront de s'y appliquer. Toutefois, des dispositions particulières y sont prévues :

- Les activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette des Innus (*Innu Aitun*) seront réglementées, selon une entente spécifique qui devra être clairement établie, afin qu'elles se déroulent de façon harmonieuse avec les activités des Québécois dans ce domaine.
 - Les Innus pourront participer, mais sans droit de veto, aux processus gouvernementaux de gestion du territoire, des ressources naturelles et de l'environnement. Des mécanismes à cet effet seront mis à l'essai et évalués avant la signature de l'entente finale.
 - Les Innus pourront également participer aux projets de développement susceptibles d'affecter leurs droits. En cas de désaccord, ils pourront recevoir une compensation financière fixée par un arbitre en fonction des dommages subis.
 - Enfin, les Innus recevront une part des redevances perçues par le Québec sur l'exploitation des ressources naturelles. Cette part, qui sera fixée par le traité, sera d'au moins 3 %.
- La proposition prévoit également la négociation d'arrangements particuliers dans certains secteurs précis du territoire. Ces arrangements auront pour but de protéger des sites patrimoniaux ou de conférer aux Innus des pouvoirs de gestion sur certains parcs, réserves fauniques ou aires d'aménagement.

L'autonomie gouvernementale

La proposition d'entente de principe prévoit que les gouvernements innus auront le pouvoir général d'adopter des lois et règlements sur leur territoire (*l'Innu Assi*) et pour leurs citoyens. Les Innus pourront donc assurer leur développement par le biais de leurs propres institutions politiques et de leur propre législation.

Après la signature du traité, un gouvernement innu sera mis en place pour remplacer les conseils de bande actuels et une constitution innue sera adoptée. Cette constitution établira les règles encadrant l'exercice démocratique du pouvoir et le respect des lois. Parmi les pouvoirs conférés au gouvernement innu figure celui de mettre en place un système judiciaire. Les chartes québécoise et canadienne continueront cependant de s'appliquer aux Innus et à leur territoire.

La proposition d'entente dresse une liste des domaines où les lois innues seront prépondérantes. Ce sont, entre autres, la langue et la culture innues, l'enseignement primaire et secondaire, *l'Innu Aitun*, le droit de la famille et la sécurité locale.

Dans d'autres domaines, les lois innues devront respecter des standards minimaux. C'est le cas notamment de la construction des bâtiments, de la sécurité au travail, de la protection sanitaire des animaux et de la qualité des produits alimentaires.

De plus, certains domaines seront exclus de la compétence innue, comme le droit criminel, la défense nationale, l'immigration, les véhicules automobiles et la fabrication de drogues et de boissons alcooliques.

À terme, l'entente prévoit que les Innus paieront des taxes et des impôts à leurs gouvernements. Des ententes d'harmonisation pourront être conclues avec le Québec et le Canada, notamment dans le but de prévenir l'évasion fiscale et la concurrence déloyale.

Les aspects financiers

Au moment de la signature de l'entente finale, les Innus recevront, selon des modalités à convenir, un transfert de capital de 275 millions de dollars de la part du Canada et de 102 millions de dollars de la part du Québec. Ces sommes sont comparables à celles qui ont déjà été versées dans le cadre de règlements semblables. Elles permettront aux gouvernements du Québec et du Canada d'obtenir une quittance pour le passé et un règlement des poursuites judiciaires en cours, tout en favorisant l'autonomie financière des gouvernements innus.

Le règlement des différends et le réexamen

Pour éviter les litiges et le recours aux tribunaux en ce qui concerne l'application de l'entente finale, divers mécanismes de règlement des différends sont prévus, comme l'examen en commun et la médiation. L'arbitrage n'interviendrait que dans les cas expressément prévus au traité.

L'entente finale devant intervenir, sur la base de la proposition d'entente de principe, serait permanente. Cependant, pour éviter qu'elle ne devienne un jour dépassée ou génératrice de conflits, les parties seraient appelées à la réexaminer périodiquement à la lumière des contextes nouveaux qui pourraient survenir.

Les mesures de développement

La proposition d'entente de principe prévoit des mesures favorisant la participation active des Innus au développement des ressources naturelles sur le territoire. Des permis de pêche commerciale, des contrats de coupe forestière ou des baux pour le développement de petites centrales hydroélectriques ou de pourvoies leur seront attribués, aux mêmes conditions financières et administratives consenties aux autres détenteurs.

Un fonds de capitalisation d'entreprises, basé sur le modèle d'autres fonds de développement, verrait également le jour. Les trois gouvernements y seraient associés. Enfin, diverses mesures, notamment en matière de formation, favoriseraient l'employabilité des Innus.

Ces outils leur permettraient d'effectuer un rattrapage socioéconomique nécessaire et de participer activement au développement économique régional. On veillerait à ce que les plans et calendriers d'application de ces mesures, qui restent à négocier, s'intègrent harmonieusement aux régions concernées, en tenant compte du degré de développement économique de chaque communauté.



Secrétariat
aux affaires
autochtones

Québec



Pour en savoir plus
www.saa.gouv.qc.ca/innus